MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE,
DE L'AGRO-ALIMENTAIRE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE
Liberté
Égalité
Fraternité

Veille sociale

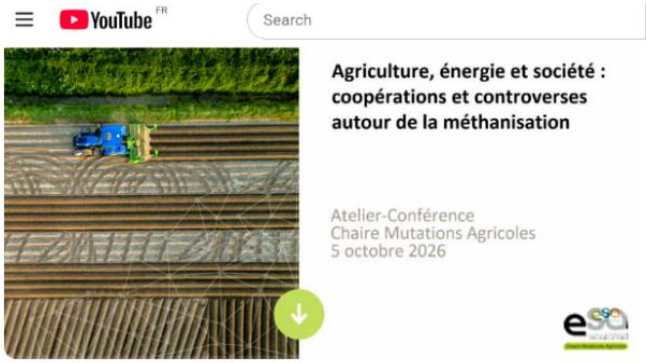
Centre d'études
et de prospective

Octobre 2026

Cette lettre de veille signale des publications récentes traitant de l'évolution des mondes agricoles, comportements alimentaires, ruralités et territoires, modes de vie, réseaux sociaux, opinions et représentations, actions collectives, etc. Les textes sont aussi à retrouver sur le blog de veille du CEP https://www.veillecep.fr.

Florent Bidaud, Chargé de mission Veille sociale, Bureau de la veille

Méthanisation agricole : profils d'exploitants et émergence d'un nouveau salariat



La chaire Mutations agricoles de l'ESA d'Angers a consacré son atelier-conférence d'octobre 2026 (disponible en replay) au profil des agriculteurs méthaniseurs, à leurs compétences et au travail de leurs salariés. Deux interventions s'appuient sur les résultats d'une étude financée par l'Ademe. C. Mazaud (ESA d'Angers) présente une enquête par questionnaire auprès de 159 exploitants. La méthanisation est portée par des agriculteurs très insérés dans leur milieu professionnel, contrairement à d'autres activités souvent exercées par des profils atypiques, comme l'accueil à la ferme. Il s'agit presque exclusivement d'hommes, jeunes, et plus diplômés que la moyenne. Issus de familles agricoles, ils dirigent de grandes exploitations sociétaires et exercent des responsabilités professionnelles ou électives. Ils valorisent la technicité de ce nouvel atelier, en phase avec leur conception entrepreneuriale et productiviste de l'agriculture. Ils investissent d'abord pour sécuriser leurs revenus.

G. Anzalone (ESA d'Angers) souligne les compétences nécessaires pour développer et gérer l'unité de méthanisation. Face aux banques, les exploitants doivent présenter un projet et en défendre le financement. Avec les partenaires industriels, ils négocient la répartition du capital, les droits de vote dans la société créée pour exploiter l'unité et le partage de la valeur. Ils doivent aussi s'assurer que les contrats tiennent compte des aléas de la production agricole. La charge de travail les amène souvent à recruter.

S. Bernard (université Paris-Dauphine) présente, elle, les premiers résultats d'une enquête sur le travail des salariés des unités de méthanisation agricole. Les exploitants conservent la gestion administrative des installations, même lorsqu'ils en confient le fonctionnement quotidien à des salariés. Ceux-ci assurent la manutention et l'entretien des sites, avec des compétences en mécanique, électricité et biologie. Le fonctionnement en continu exige une surveillance attentive. Au fil de leurs rondes, les techniciens apprennent à reconnaître les bruits annonciateurs de pannes. Les pertes financières liées aux arrêts font peser sur eux une forte responsabilité. Après des interruptions, certaines unités ont constitué des stocks de pièces de rechange pour intervenir plus rapidement. Le suivi sur smartphone prolonge cette surveillance jusque pendant les congés : une « astreinte de fluidité » comparable à celle mise en évidence à propos des robots de traite.

Ces conditions de travail sont jugées à l'aune des parcours professionnels. S. Bernard distingue les salariés polyvalents, qui partagent leur temps entre l'exploitation et le méthaniseur, et les salariés spécialisés, souvent d'anciens saisonniers agricoles ou des ouvriers de l'industrie. Les premiers préfèrent travailler auprès des animaux ou dans les champs. Les deuxièmes apprécient la stabilité de l'emploi et les rémunérations, qui peuvent atteindre 3 500 euros nets par mois. Ils relativisent les intempéries et les odeurs, déjà connues dans leurs emplois précédents. Enfin, les anciens ouvriers de l'industrie sont habitués aux horaires décalés et à la maintenance. Ils valorisent l'autonomie, le travail en extérieur et la moindre pression hiérarchique.

Source : ESA d'Angers https://www.youtube.com/live/eZKsXKxcwuE

Choix alimentaires et recul des préoccupations environnementales

Publiée en octobre 2026, la troisième édition de l'*Observatoire de la consommation responsable,* d'ObSoCo et Citeo, repose sur une enquête auprès d'un échantillon de 4 000 personnes représentatif de la population française. L'économiste Ph. Moati constate un recul de la sensibilité environnementale, qu'il associe à une « fatigue écologique » face aux crises successives et aux injonctions à consommer responsable. La note moyenne que les répondants s'attribuent sur la prise en compte de l'environnement, dans leurs achats, est passée de 6,7 sur 10 en 2020 à 5,9 en 2025. Dans l'alimentation, l'innocuité sanitaire (34 % en choix de premier rang) et le goût (31 %) arrivent en tête des critères définissant la qualité d'un produit, loin devant son impact environnemental (6 %) et la juste rémunération des producteurs (5 %). Le prix reste le principal frein à l'achat de produits bio. Les opinions varient davantage selon l'âge, les valeurs personnelles et la sensibilité politique que selon le revenu ou la catégorie socioprofessionnelle. Parmi sept profils, les « ambivalents » (9 %), jeunes et urbains, combinent achats de produits bio, équitables ou en vrac et pratiques d'hyperconsommation. Clients des enseignes à bas prix, utilisateurs fréquents de l'avion, ils déclarent vouloir agir pour l'environnement mais se disent freinés par le coût et les contraintes du quotidien.

Source : ObSoCo https://lobsoco.com/lobservatoire-de-la-consommation-responsable-vague-3/

Sécheresse et conflits autour des eaux souterraines en Allemagne

Un article paru en juillet 2026 dans la revue *iScience* analyse les conflits autour des eaux souterraines en Allemagne, entre 2000 et 2022. À partir d'une analyse automatisée de milliers d'articles de presse, les auteurs montrent que ces conflits sont signalés dans un nombre croissant de territoires, passant de 64 à 141 arrondissements administratifs, sur les 401 que compte le pays. Leurs motifs évoluent. Les tensions liées à la sécheresse, à la raréfaction de l'eau et aux usages agricoles prennent de l'importance, tandis que celles concernant la pollution de l'environnement et sa protection sont en recul. La période de sécheresse de 2018 à 2022 coïncide notamment avec l'apparition de nouveaux foyers de conflits, dans le nord et l'est du pays. Selon les auteurs, les restrictions d'usage et les difficultés d'approvisionnement suscitent davantage de réactions visibles que les pollutions diffuses, notamment par les nitrates. Ils soulignent toutefois que la couverture médiatique ne reflète qu'imparfaitement l'intensité des conflits locaux.

Source : *iScience* https://doi.org/10.1016/j.isci.2026.116338

Difficultés économiques et sociales des exploitants agricoles

En septembre 2026, l'association Solidarité Paysans a publié les premiers résultats de son *Observatoire des difficultés en agriculture*, sur la base de 3 639 situations suivies en 2025 dans le cadre de son activité. Parmi les personnes en difficulté accompagnées, 30 % sont installées depuis moins de dix ans, souvent confrontées à des investissements lourds et à des problèmes de financement. Les femmes représentent 28,7 % des personnes suivies, et rencontrent deux fois plus souvent que les hommes des problèmes familiaux. L'élevage bovin concentre 38,9 % des accompagnements. Le rapport souligne aussi des difficultés financières en agriculture biologique. Enfin, 12,3 % des accompagnés perçoivent le revenu de solidarité active et un quart des exploitations font l'objet d'une procédure collective (redressement, liquidation, etc.). Dans ses propositions, l'association recommande de simplifier l'accès aux minima sociaux, de renforcer la protection juridique des agriculteurs et de maintenir des alternatives aux démarches administratives en ligne.

Source : Solidarité Paysans https://solidaritepaysans.org/notre-action/actualites/rapport-2026-sur-les-difficultes-en-agriculture

Travail agricole et ancrage territorial des Gens du voyage, des Gitans et des Roms

Mise en ligne en septembre 2026, la thèse de Ch. Lugiéry (université de Perpignan) étudie les liens qu'entretiennent, avec l'agriculture, des Gens du voyage, des Gitans et des migrants roms d'Europe de l'Est (trois populations hétérogènes, exposées à l'anti-tsiganisme). La modernisation agricole et l'urbanisation ont réduit leurs possibilités de travail saisonnier. Dans le vignoble nantais, des familles roumaines installées en marge de la ville fournissent une main-d'œuvre qualifiée pour la taille de la vigne. Un groupement d'employeurs a proposé de loger ces salariés dans le vignoble, avant que le projet soit intégré au plan de résorption des bidonvilles piloté par la préfecture. Le choix de construire des logements sociaux, plutôt qu'un habitat léger, réduit toutefois le nombre de familles accueillies. Dans le Roussillon, des Gitans et des Gens du voyage pratiquent l'élevage ovin, le maraîchage et les récoltes saisonnières. L'accès au foncier est un obstacle à leur installation. Leurs projets agricoles peuvent se heurter aux mesures de lutte contre la « cabanisation » (installation irrégulière d'habitats légers ou en dur sur des terrains agricoles ou naturels). Ils sont en effet parfois suspectés de dissimuler un usage résidentiel, contribuant à l'artificialisation des terres.

Source : Hal Thèses https://theses.hal.science/tel-05767267v1